49e ANNÉE. — N° 17.299
DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 1 an
Gironde et Départ. 8.50 16f. 30f.
France et Colonies... 9 » 17f. 32f.
Étranger..... 12 20f. 40f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro
LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE
Numéro 10 c.
JEUDI 13 NOVEMBRE 1919
SAINT STANISLAS
SOLEIL: lever 6h57; coucher 4h36
LUNE : D. Q. le 14; N. L. le 22

TRIBUNE ÉLECTORALE

LE POILUTARIAT

On sait comment et pourquoi notre parti a réclamé depuis plusieurs mois qu'on fît parmi les candidats une place d'honneur à ceux qui avaient été à la peine, aux combattants de la grande guerre. Nous croyions que l'appel serait entendu et compris de tous. Ceux qui ont contribué à sauver le pays pouvaient-ils demeurer étrangers à ses destinées nouvelles? C'était l'équité, c'était notre devoir de gratitude et notre intérêt d'associer étroitement à l'œuvre de renaissance les artisans du salut.

Nous avions compté sans les socialistes bolchevisants, pour qui tout officier est « une brute galonnée », et tout poilu « un esclave ». Sans ces brutes et ces esclaves, le socialiste n'aurait plus le loisir de pérorer dans les meetings et d'outrager l'armée : le militarisme prussien aurait étouffé la liberté de parole comme toutes les autres; mais passons... Nous avions compté également sans les dilettantes à l'esprit subtil, qui trouvent là matière à ironiser.

Eh! quoi, disent-ils avec un sourire supérieur, parce qu'un candidat aura passé quatre ans dans la boue des tranchées, il y verra plus clair dans la confection des lois? Les poilus revenus du front, familiers avec la grenade et le fer barbelé, seront bombardés financiers et économistes experts? Ils sauront tout de la vie publique et des problèmes complexes de l'heure sans avoir rien appris au front, qu'à « tenir »? Une Chambre d'adjudants et de sergents-majors remplacerait donc avec avantage les hommes de loi, les spécialistes de tout ordre, les économistes — les compétences?

On pourrait rappeler que nombre de compétences se sont pour ainsi dire révélées sur le front, chez des civils dont l'esprit valait le cœur. On pourrait ajouter qu'il y a des poilus docteurs en droit, sans aller chercher bien loin. Mais ce n'est pas la question pour l'heure.

La vérité est que jamais les combattants n'ont affiché cette prétention qu'on leur prête à conduire l'œuvre législative, à connaître par une intuition miraculeuse le détail des problèmes techniques avec lesquels la Chambre sera aux prises. Le Poilutariat, lui, ne rêve pas de dictature.

Il sait trop la valeur de la discipline librement consentie dans le cadre social. Mais il sait aussi la vertu du sacrifice individuel, de l'abnégation et de la tension constante vers le but. Ah! sans doute, il n'est pas familier avec les combinaisons de couloirs, avec le camouflage des intérêts personnels colorés d'arguments généreux, avec la tactique des groupes et des sous-groupes.

Tant mieux! Il verra plus clair et plus loin devant lui. Il montrera la route sûre où peut s'engager la fortune de la France. La sincérité de son accent, le rayonnement de son patriotisme éprouvé et passé à la flamme feront hésiter les mauvais bergers. Un coup de clairon peut rallier au drapeau bien des volontés défaillantes. L'appel qui viendra des combattants ira à son adresse.

C'est cette inspiration fière et saine, c'est cette orientation et ce contrôle de volontés fortes et clairvoyantes qui seront le précieux apport des combattants, en dehors de leurs capacités spéciales. M. Gabriel Hanotaux disait l'autre jour devant leurs représentants : « Les nouvelles générations réclament avec raison leur place au soleil, c'est-à-dire au devoir. Dans le grand charroi de notre histoire, après l'effort de la grande guerre, nous avons passé le gué, nous sommes sur la rive; mais quel vigoureux coup de collier il nous faut maintenant donner pour nous enlever de l'enlizement des bords! »

Le coup de collier, ça les connaît, les combattants. En le donnant pour gagner la paix comme pour gagner la guerre, ils réalisent le rêve auquel se sont sacrifiés ceux qui sont morts; ils donnent un vivant commentaire à la parole de M. Clemenceau que le véritable, le seul moteur de l'énergie humaine, c'est l'homme lui-même.

Elections législatives DE LA GIRONDE

LISTE D'UNION RÉPUBLICAINE CLÉMENCISTE

Pierre DUPUY, dép. s., comm. à la marine marchande.

Georges MANDEL, chef de cabinet de M. Clemenceau.

André BALLANDE, négociant-armateur, membre de la Chambre de commerce de Bordeaux, député sortant.

Gabriel COMBROUZE, conseiller général, maire de Saint-Emilion, député sortant.

Edouard EYMOND, vice-président du Conseil général, maire de Lugon, député sort.

Pierre DIGNAC, conseiller général, maire de La Teste, chev. de la Légion d'honn., croix de guerre, blessé de guerre.

Georges CALMES, préfet honoraire, propriétaire-viticulteur, officier de la Légion d'honneur.

Joseph CAPUS, directeur de la Station de viticulture de la Gironde.

Elisée FROUIN, propriétaire-viticulteur, docteur en droit, croix de guerre.

Paul GLOTIN, industriel, adjoint au maire de Bordeaux, ancien combattant.

Henri LORIN, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux, ancien candidat dans la 3e circonscription de Bordeaux, chevalier de la Légion d'honneur.

Colonel PICOT, mutilé, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre.

Voter pour une liste complète c'est assurer le succès de vos idées.

IL FAUT VOTER !

Il faut voter, parce que l'abstention est une désertion. Il faut voter, parce que le 16 novembre 1919, le bulletin de vote décidera du sort et de l'avenir du pays. Vous n'avez pas le droit, vous qui jouissez du capital social accumulé par les morts et les vivants, de vous désintéresser de la patrie.

Vous seriez bientôt la victime de ceux que vous auriez fait triompher par votre coupable négligence.

Vos adversaires rêvent de révolution. Ils sont les ennemis de l'ordre, du progrès dans le travail, de la liberté individuelle. Or, ils iront au scrutin en rangs serrés, sans qu'un seul militant manque à l'appel. Leur laisser le champ libre, c'est trahir, c'est leur livrer les destinées de notre nation, préparer un avenir douloureux, peut-être sanglant, à ce pays qui a soif de sécurité.

Pas d'abstentions! Le salut est à ce prix.

Panacher sa liste c'est favoriser le bolchevisme.

ET IL FAUT BIEN VOTER !

Il faut voter, mais il faut bien voter, c'est-à-dire qu'il faut se garder du panachage, dont nous avons montré les dangers. Obéir à sa fantaisie, éparpiller les suffrages, se livrer au jeu puéril de composer une liste étrangement amalgamée, sans raison ni couleur commune, c'est faire le jeu de l'adversaire, c'est favoriser celui que l'on combat, lui donner un avantage certain, lui livrer des sièges.

Nous l'avons expliqué et nous y reviendrons, le vote en masse est la force la plus sûre de vos concurrents. S'ils ne trouvent devant eux qu'une poussière de listes et de bulletins, les calculs du quotient et de la moyenne joueront inévitablement en leur faveur.

Si vous désirez le triomphe de l'union nationale pour l'action, **VOTEZ POUR TOUS LES CANDIDATS DE LA LISTE D'UNION REPUBLICAINE CLEMENCISTE.** Si vous voulez sauver votre pays de la dictature des fanatiques et de la menace des Soviets, n'écoutez pas vos préférences personnelles ni vos relations, sacrifiez-les à la cause commune, au bien public. Vous votez pour un programme et non pour des hommes.

Un glorieux général, candidat aux élections prochaines, disait l'autre jour avec une rude familiarité de langage : « Pas d'égaillement en tirailleurs. Mais tous bien groupés : en avant! Nous sommes un corps humain en plusieurs personnes. Chacun de nos amis sait quelque chose et a sa petite utilité. Mais si vous supprimez celui-ci parce que nous n'aimez pas son nom, celui-là parce que vous n'aimez pas sa tête, c'est comme si vous nous coupiez un bras ou une jambe. Notre corps sera celui d'un manchot ou d'un cul-de-jatte! »

Ne rayez aucun nom! En avant pour toute la liste!

Il faut voter pour un programme et non pour un candidat.

Voter pour la liste républicaine clémenciste tout entière

C'est voter contre les bolchevistes, qui préfèrent à la France l'internationale ou même l'Allemagne.

Si vous ne voulez pas du régime odieux qui a conduit la Russie à la ruine et que les socialistes unifiés voudraient nous imposer,

Votez pour la liste républicaine clémenciste SANS RAYER UN SEUL NOM.

Le 16 novembre vous déciderez de votre fortune ou de votre ruine.

Méthodes nouvelles

Un effort gigantesque s'impose à nous pour arracher la France aux conséquences de la crise que la guerre a déchaînée sur elle.

M. Loucheur, après M. Georges Clemenceau, vient de nous le crier : Il faut produire, il faut travailler, il faut écarter la détestable vague de paresse, le flot désastreux de nitchevisme qui menace tout l'organisme social.

Mais travailler, mais produire ne serait point suffisant pour sauver notre indépendance économique et politique si nous devions retomber dans les errements de jadis.

Sur la machine ronde qui emporte l'humanité dans la course éperdue des mondes, nous ne sommes pas seuls. Les cinquante dernières années n'ont pas seulement bouleversé les anciens concepts et la vie des peuples dits civilisés. La vapeur, l'électricité, maintenant les transports aériens n'ont pas seulement ouvert des perspectives inconnues des générations qui nous ont précédés.

En faisant surgir des problèmes nouveaux et en imposant des solutions inédites ils ont permis aux peuples jeunes de s'élancer dans la carrière du progrès côte à côte avec les vieilles nations.

Et celles-ci, handicapées par le lourd héritage d'un passé quelquefois millénaire, entravées par les liens invisibles mais formidables que créent les habitudes et les traditions, n'ont point tardé à être dépassées si elles n'ont pas eu la force de caractère, le courage de briser leurs chaînes et de se retremper dans le courant des idées et des méthodes nouvelles.

C'est ainsi que l'Italie, l'Espagne, la France, l'Angleterre ont vu surgir à leurs côtés les concurrences formidables des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Japon. Les premiers, sur un sol neuf, ont mis en œuvre avec leurs conceptions particulières les richesses incommensurables dont les a dotés la nature. Les deux autres, conscients des nécessités de l'heure, ont brisé avec leur passé de civilisation désuète, n'ont gardé de leur vieille organisation sociale que l'armature d'autorité qui assurait la coordination des efforts, et ont marché à pas de géants dans la voie nouvelle ouverte à leur activité. Ils ont abordé sans crainte les problèmes sociaux et économiques, et, sans se préoccuper des conséquences de détail, ont adapté leur législation aux nécessités du moment.

Nous sommes encore engoncés dans un appareil législatif, administratif et économique, dont les fondements remontent à plus de cent ans. Il nous faut le briser impitoyablement; il faut, en particulier, au point de vue social et économique, nous lancer résolument dans l'application des méthodes nouvelles, sans laquelle tous nos efforts resteraient stériles, parce que nos concurrents feraient toujours mieux que nous.

Adaptation de l'appareil politique aux contingences économiques, modification des méthodes de travail, adoption et généralisation de celles d'entre elles qui, comme la taylorisation, assurent plus de rendement avec moins de fatigue; réorganisation de nos écoles d'enseignement technique et professionnel, telles devront être les préoccupations des hommes qui auront la redoutable responsabilité de guider la France dans la voie de sa rénovation.

Le concours du Parlement leur sera indispensable. En envoyant à la Chambre, le 16 novembre, les candidats de la liste U. R. C., qui sont qualifiés pour cette grande œuvre par leurs connaissances techniques et leur passé, les électeurs feront leur devoir. Ils n'y failliront pas.

Si vous voulez
Une France organisée et prospère.

Si vous voulez
De bonnes finances.

Si vous voulez
Barrer le chemin au bolchevisme menaçant.

Il faut voter pour la **liste complète de l'Union républicaine clemenciste.**

Parce que les candidats de cette liste veulent que le pays recueille tout le fruit de sa victoire.

Ne panachez pas :
Chaque voix enlevée à un candidat affaiblit sa liste et renforce au contraire la liste bolcheviste.

NE PANACHEZ PAS!

Un programme économique

Voici, dans ses grandes lignes, le *programme* remis par l'*Union des Intérêts économiques* et la Confédération des groupes commerciaux et industriels de France aux candidats de la liste d'Union républicaine clemenciste, et que ceux-ci déclarent accepter et défendre devant le Parlement :

— Défense de la propriété et de l'initiative privée. Liberté de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du travail.

— Revision et rejet de toutes dispositions contraires au principe de l'égalité de l'impôt.

— Répartition équitable des charges fiscales entre tous les citoyens.

— Initiative des dépenses réservée au gouvernement. Contrôle sévère des dépenses par le Parlement.

— Consultation des représentants des Chambres de commerce, Syndicats professionnels et groupements économiques légalement constitués sur les projets de loi intéressant la vie économique du pays.

— Union du capital et du travail. Rapprochement des employeurs et des employés.

— Développement de l'économie nationale et régionale par la décentralisation administrative.

— Organisation de l'enseignement technique et de l'apprentissage.

— Aide aux familles nombreuses.

— Lutte contre la dépopulation et toutes ses causes.

Faites de bonnes élections on vous fera de bonnes finances

La **Ligue Civique** *relève l'insolent défi jeté à la France par le Socialisme unifié. Dans l'éloquente affiche apposée dans toute la France, et qui cause justement une profonde impression, la* **Ligue Civique** *cloue au pilori les mauvais Français et leur œuvre antinationale. C'est un réquisitoire implacable et irréfutable, et c'est un arrêt. Nous sommes heureux de mettre sous les yeux de tous les électeurs patriotes le texte de ce document écrasant pour le Socialisme unifié :*

LE DÉFI

Le parti socialiste unifié lance à la France un insolent défi.

Il a, pendant trois ans, donné le spectacle de ses divisions, de ses querelles, de ses défaillances; il a entravé le gouvernement de la République, paralysé la défense nationale, retardé la victoire et compromis la paix : et il ose aujourd'hui déclarer qu'il a tout prévu, tout compris et tout fait pour le salut public.

Croit-il donc, par l'énormité même du mensonge, échapper au jugement de ce peuple qu'il a si constamment et si perfidement trompé?

Ce jugement, le voici :

« Vous avez prévu la guerre? *Alors, pourquoi avez-vous rejeté le budget et les crédits militaires, sapé la discipline, refusé à la France les moyens de s'armer et de se défendre?*

» Vous avez signalé les criminels qui, dans tous les pays, dites-vous, voulaient la guerre? *Alors, pourquoi avez-vous insufflé au peuple français la volonté belliqueuse de l'Allemagne, ses plans de conquête, ses préparatifs d'agression?*

» Vous avez, pour empêcher la guerre, proposé l'entente internationale? *Alors, pourquoi avez-vous pactisé avec la social-démocratie, domestique de l'impérialisme pangermaniste, qui rejetait l'arbitrage pour acquérir par le sabre, l'hégémonie?*

» Vous avez flétri les fautes des états-majors militaires, gouvernementaux et diplomatiques? *Alors, pourquoi avez-vous ajouté à ces fautes, issues de vos intrigues, les révoltes militaires, les crises politiques, les conversations publiques ou secrètes avec l'ennemi?*

» Vous avez protesté contre la suppression des libertés publiques? *Alors, pourquoi avez-vous fomenté les grèves, propagé le défaitisme et suscité les crimes empoisonnés qui mettaient obstacle à la restauration de ces libertés?*

» Vous avez dénoncé les profiteurs de la guerre? *Alors, pourquoi avez-vous rendu leurs profits possibles en rejetant la militarisation des usines, qui eût empêché la hausse excessive des prix, des salaires et des bénéfices?*

» Vous vous êtes opposés à la prolongation de la « boucherie »? *Alors, pourquoi l'avez-vous rendue fatale en provoquant le fléchissement national, en soutenant la révolution bolcheviste, en formant les intrigues pacifistes?*

» Vous vous êtes refusés à ratifier un traité qui ne garantit pas la paix? *Alors, pourquoi l'avez-vous rendu possible en encourageant l'ennemi, en dénigrant nos représentants, en calomniant nos revendications, en complotant avec les sauveurs du boche vaincu?* »

Le parti socialiste unifié, dont les hommes, les idées, les programmes sombrent dans l'anarchie d'un RAPPOPORT et dans la trahison d'un SADOUL, ose menacer de « faillite » la France victorieuse — victorieuse malgré lui.

Il ose se proclamer, — comme se proclamait l'Empire, — la paix, la liberté et le bien-être.

Pour savoir ce que sont la paix, la liberté et le bien-être des socialistes unifiés, la France n'a qu'à regarder ce que leurs camarades et leurs maîtres ont fait de la Russie.

La Russie désolée par la guerre extérieure et intérieure, guerre des dictateurs bolcheviks contre tous leurs voisins, guerre de tous les patriotes russes contre les mercenaires armés par les bolcheviks pour le supplice de leur infortunée patrie : voilà leur paix.

La Russie ravagée par la misère, les villes décimées par la famine et les épidémies, les paysans défendant leurs grains et leurs biens contre la réquisition, la production paralysée, les finances ruinées, le prix des choses emporté dans une ascension folle : voilà leur bien-être.

La Russie torturée et martyrisée par une clique cynique d'aventuriers, la Constituante chassée, les lois abolies, la prison pour quiconque est l'adversaire déclaré ou présumé du régime, les condamnations sans jugement, les exécutions en masse, et, après les basses promesses démagogiques aux ouvriers et aux soviets, les soviets dissous à la première incartade et le travail forcé établi dans les usines : voilà leur liberté.

Le 16 novembre, la France entière, sans distinction d'opinions, répondra comme il convient au défi du parti socialiste unifié, le parti de la guerre, de l'esclavage et de la misère.

La Grève des journaux de Paris

Deux journaux qui en représentent une soixantaine

Paris, 11 novembre. — Les journaux dissidents « l'Humanité », « la Bataille », « la France libre », « l'Œuvre », « le Populaire » publient, sous le titre « la Feuille commune », un organe contenant trois éditoriaux. Le premier, de Marcel Laurent, de la « Bataille », sur la grève de l'imprimerie; le second, d'Adrien Veber, de la « France libre », sur les élections; le troisième, de Marcel Cachin, de l'« Humanité », sur la question russe et la situation économique.

La « Feuille Commune » insère ensuite un manifeste où le comité de grève indique à la population parisienne les raisons de la grève :

« Ayant demandé à la grande presse d'information, il y a déjà six mois, une augmentation de salaire correspondante aux charges de plus en plus lourdes de la vie, nous avons diminué nos prétentions sur l'engagement pris par les directeurs de journaux de mener une campagne vigoureuse contre l'élévation continuelle du prix des denrées, campagne dont vous auriez été également bénéficiaires. Or, rien ou presque rien n'a été fait. La campagne promise a été à peine esquissée, puis soudainement arrêtée, et c'est, à l'heure actuelle, à une aggravation de la situation que nous assistons. La grande presse, dite d'information, qui pouvait tant, a failli à ses engagements et a laissé à un gouvernement d'incapables et d'incohérents une tranquillité dont il a abusé.

» De guerre lasse et après cinq longs mois d'une attente décevante, nous avons formulé de nouvelles revendications et demandé une indemnité de vie chère journalière de cinq francs. Elle nous fut refusée catégoriquement. Nous avons décidé de cesser le travail instantanément. »

Paris, 12 novembre. — La grève des journaux se poursuit. Ce matin encore, les Parisiens n'ont eu à leur disposition que la « Presse de Paris » et la « Feuille commune », l'organe fait par l'« Œuvre », le « Pays » et les journaux socialistes. A eux deux ils représentent une soixantaine de journaux. Tous deux sont composés, clichés et tirés par des ouvriers autorisés par le Syndicat des grévistes.

Le numéro de la « Presse de Paris » d'aujourd'hui présente une amélioration sur celui de la veille : toute sa quatrième page, sous la rubrique « Tribune libre », contient des articles politiques des différents journaux que réunit la « Presse de Paris », publiés sous l'entière responsabilité de chaque auteur, sans ordre de préférence et suivant l'heure d'arrivée à l'imprimerie.

La dernière colonne est mise à la disposition des journaux de langue anglaise publiés à Paris. Elle est occupée aujourd'hui par le « New-York Herald » et le « Daily Mail ».

La « Feuille commune », sur format de l'« Œuvre », a adopté une disposition différente de la « Presse de Paris ». Elle est divisée en casiers, dont chacun d'eux est consacré à des articles et des informations de chacun des journaux participants : « l'Œuvre », « l'Humanité », « la Bataille », « le Journal du Peuple », « la France libre », « la Vérité », « le Pays ».

La grève des grands magasins

Paris, 12 novembre. — Dans la nouveauté, la grève continue avec le plus grand calme. Les magasins du « Bon Marché » ainsi que ceux des « Galeries Lafayette » ont ouvert normalement leurs portes au public. Aux « Grands Magasins du Louvre », l'entrée se fait par la porte centrale Marengo. Le service d'ordre est assuré par des agents et des gardes municipaux.

Les employés du Louvre, du Bon-Marché et des Galeries Lafayette ont tenu une réunion au gymnase Japy, à l'issue de laquelle la continuation du mouvement a été votée par acclamations.

Une menace des P. T. T.

Paris, 12 novembre. — Au cours d'un meeting tenu cette nuit, les agents, sous-agents et ouvriers des P. T. T. de la région parisienne ont décidé que si les augmentations de traitement qui leur ont été consenties ne leur sont pas payées avant la fin du mois, tous les moyens de lutte seront employés, et notamment l'application intégrale des règlements permettra d'embouteiller les services; procédé employé avec succès par les P. T. T. italiens.

Les dockers contre l'intervention en Russie

La Pallice, 12 novembre. — Les dockers embauchés pour embarquer sur les navires « Cref-of-Sering », « Béla » et « August-Wilke », du matériel du guerre envoyé à l'armée de Koltchak, s'y sont vigoureusement refusés. Le chargement a dû être opéré par des soldats lithuaniens.

Fin de la grève et du lock-out espagnols

Barcelone, 12 novembre. — Au cours d'une conférence qui a eu lieu cette nuit entre les ouvriers et les patrons, un accord s'est établi pour la proclamation simultanée de la levée du lock-out et de la cessation de la grève.

La dépréciation de notre change

Paris, 12 novembre. — La dépréciation du franc s'est fortement accentuée hier. La baisse se poursuit à une allure vertigineuse, et à l'heure actuelle tous les records sont battus. Le 18 septembre, il fallait décaisser 38 fr. 50 pour avoir une livre sterling. Aujourd'hui, la livre vaut 38 fr. 74. Dans la journée d'hier, le recul a été de 0 fr. 68 ½ centimes sur la veille. Le dollar, qui cotait 9 fr 13 ½ au plus haut en septembre, est monté à 9 fr. 32 contre 9 fr. 16 dans la séance précédente.

Comme la livre anglaise vaut normalement 25 fr. 20 et le dollar 5 fr. 15, nous perdons 13 fr. 54 et 4 fr. 17 respectivement chaque fois que nous avons une livre ou un dollar à payer. C'est un désastre! Le franc belge s'est avancé de 1 fr. 06 3/4 à 1 fr. 07 3/4; la peseta a gagné une nouvelle fraction et progresse de 1 fr. 81 à 1 fr. 83. Le franc helvétique suit le mouvement, et passe de 1 fr. 65 3/4 à 1 fr. 68. La lire italienne, en revanche, perd du terrain et tombe de 0 fr. 78 ½ à 0 fr. 76 ½. Le leu roumain demeure inchangé à 0 fr. 33 3/4.

YOUDENITCH continue sa retraite

Voici les derniers télégrammes que nous recevons au sujet des opérations militaires en Russie :

Stockholm, 11 novembre. — L'armée rouge a pris l'offensive sur tout le front et brisé la résistance de l'adversaire.

Helsingfors, 11 novembre. — Communiqué d'hier matin de l'armée du Nord-Ouest :

« Dans la direction de Gatchina, de violents combats continuent. Dans le district de Srodnojo-Sélo, l'ennemi a la supériorité numérique. »

Stockholm, 11 novembre. — Gdoff a été évacué, et le général Youdenitch a reculé jusqu'à la rivière Vruda.

Helsingfors, via Londres, 11 novembre. — L'armée de Youdenitch a commencé, dimanche soir, une vigoureuse offensive contre Gatchina. Les bolcheviks attaquent sur les deux fronts, mais leurs assauts ont été complètement repoussés avec des pertes considérables.

Reval, 12 novembre. — Le général Youdenitch, dont les effectifs sont diminués de moitié, ne pourra entreprendre pendant l'hiver aucune opération de quelque importance.

Denikine remporte d'importants succès

Londres, 11 novembre. — Un communiqué du ministère de la guerre dit qu'on apprend de Denikine, en date du 7 novembre, que Wrangel a déblayé une vaste région sur la rive orientale du Volga. L'ennemi a été battu sur la rive droite et a subi de grosses pertes. Sur le front de l'armée du Don, on a fait de nombreux prisonniers, surtout au cours d'une attaque heureuse faite au nord de Liski. Le général Chkuro a arrêté la marche de la cavalerie bolcheviste vers l'ouest de Voronech.

Sur le front des volontaires, un corps de cavalerie bolcheviste a pratiqué une trouée au sud-ouest de Kromi; cette trouée a été bouchée depuis quoique de petits détachements de rouges restent en deçà. Les volontaires ont aussi été forcés de se retirer de Chernigoff, mais à l'ouest de Syevsk, Denikine continue à avancer. Les opérations se poursuivent contre Petlioura. On dit que les bolcheviks envoient des troupes à l'aide de Petlioura.

Le bolchevisme en Finlande

Helsingfors, 12 novembre. — On a découvert en Finlande un comité central de propagande communiste, qui exerce son action principalement sur les soldats au moyen de brochures et sur les ouvriers au moyen d'une agitation directe. L'enquête a fait mettre aussi la main sur des dépôts d'armes.

EN ALLEMAGNE

Les soviets subventionnent le parti communiste allemand

Berlin, 12 novembre. — Des documents saisis dans les archives de la commission exécutive rouge et d'autres offices communistes allemands établissent que depuis novembre 1918 le gouvernement des soviets accorde des subsides au parti communiste allemand. Ces subsides atteignent près d'un million de marks.

Mort du cardinal Hartmann

Cologne, 11 novembre. — Le cardinal Hartmann est décédé cette nuit à deux heures.

Un journal allemand suspendu pour avoir rendu justice à la France

Berlin, 12 novembre. — La « Gazette de Voss » a été interdite en raison d'un article qu'elle a publié sur la question des prisonniers de guerre. L'interdiction est de trois jours. On fait à ce sujet la communication officielle suivante :

« Le rédacteur en chef de la « Gazette de Voss », M. Bernhardt, déclarait dans cet article que la France est absolument justifiée à retenir les prisonniers de guerre, le gouvernement allemand supportant à cet égard une part énorme de responsabilité. Cette allégation contient tant de calomnie consciente que le gouvernement a décidé de porter cette trahison à la connaissance générale. La « Gazette de Voss » a porté dans des centaines de mille familles des prisonniers le trouble et l'excitation et mis gravement en péril l'ordre intérieur. »

EN ANGLETERRE

Trois députés irlandais arrêtés

Une bagarre entre sinn-feiners et étudiants

Dublin, 12 novembre. — Trois membres du Parlement irlandais ont été arrêtés à Dublin. Une bagarre a eu lieu mardi à Dublin entre étudiants et sinn-feiners. (S. sp. « Chicago Tribune ».)

AUX ETATS-UNIS

L'Amérique nous aiderait-elle ?

New-York, 12 novembre. — La présence à Pittsburg de la mission économique interalliée a donné lieu à des échanges de vues d'une portée matérielle incontestable. Les groupements de la capitale industrielle du Nouveau-Monde se sont déclarés nettement favorables à une coopération étroite des Etats-Unis avec les nations de l'Entente, en vue du rétablissement de l'équilibre économique par l'organisation des crédits à long terme. Ils considèrent même comme désirable la suspension des tarifs protecteurs, afin d'améliorer le change par le développement des importations européennes.

La conférence internationale du travail

Washington, 12 novembre. — La Conférence internationale du travail a terminé la discussion sur l'application du principe de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures, et a renvoyé la proposition du comité d'organisation et tous les amendements présentés à un comité de quinze membres, composé de cinq représentants de chacun des trois groupes. Pour la France, le représentant du gouvernement est M. Fontaine; le représentant des patrons M. Guérin, le représentant des ouvriers M. Jouhaux.

Le Sénat américain discute les réserves au traité de paix

Washington, 11 novembre. — Le Sénat a continué hier la discussion des réserves au traité de paix proposées pour l'article 10 par la commission des affaires étrangères. Les sénateurs partisans du gouvernement espéraient tout particulièrement faire échouer ces réserves. Le texte adopté par la commission propose qu'il soit laissé au Congrès le droit de discuter dans chaque cas si les Etats-Unis sont liés en ce qui concerne la protection de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des nations faisant partie de la Ligue. Le sénateur Walse (Montana) a démontré que cette réserve laisserait les autres nations alliées obligées d'accorder leur aide aux Etats-Unis, tandis que ce dernier pays échapperait à cette même responsabilité envers elles.

Après discussion, le Sénat, par appel nominal, a refusé par 48 voix contre 36 de substituer à cette réserve la réserve modérée du groupe républicain qui a voté contre ce qu'il avait lui-même proposé la veille de substituer.

Le Sénat a repoussé également un autre amendement du sénateur Borah par lequel les Etats-Unis refuseraient d'être liés par l'article 10.

Au Conseil suprême

LA ROUMANIE NE DONNE PAS SATISFACTION AUX ALLIES

Paris, 12 novembre. — Le Conseil suprême des alliés, réuni ce matin au ministère des affaires étrangères sous la présidence de M. Clemenceau, a procédé à un échange de vues sur la Note roumaine reçue hier, et il a constaté qu'elle ne donnait satisfaction sur aucun point aux demandes des alliés.

Le Conseil examinera dans une séance ultérieure la réponse qu'il convient d'adresser au gouvernement roumain.

LES INCIDENTS DE SMYRNE

Le Conseil a arrêté les termes de la lettre qui sera adressée à M. Venizelos à la suite du rapport de la commission d'enquête de Smyrne.

Après avoir rendu hommage à l'impartialité de la commission d'enquête, la Note des alliés fait allusion aux erreurs commises et aux incidents qui se sont produits lors du débarquement des troupes grecques, incidents causés par le manque de précautions des autorités militaires grecques, qui, d'ailleurs, prirent des sanctions.

Le Conseil ajoute qu'il fait confiance à l'administration grecque pour assurer désormais le maintien de l'ordre dans la ville, et il insiste sur le caractère provisoire de son occupation par les troupes grecques.

Enfin, le Conseil a adopté le principe de la nomination d'officiers alliés pour commander les forces de police et de gendarmerie en Hongrie.

L'opinion serbe se dresse contre le Conseil suprême des alliés

Belgrade, 12 novembre. — La Note adressée par M. Clemenceau au gouvernement yougo-slave pour le sommer de signer le traité de paix avec l'Autriche, « sous peine de ne pouvoir signer les traités avec la Bulgarie, » a causé en Serbie une énorme émotion. La presse, dans sa presque unanimité, conseille au gouvernement de renoncer à tous les avantages du traité avec la Bulgarie plutôt que d'accepter les clauses humiliantes de l'autre traité, qui blesse la dignité nationale serbe plus encore que l'ultimatum autrichien de 1914.

La signature de la paix par les Bulgares

Sofia, 12 novembre. — M. Stamboulisky a quitté Sofia aujourd'hui, se rendant en France, où il signera vraisemblablement le traité de paix avec les Alliés au nom de la Bulgarie. Le délai imparti à la délégation bulgare, pour faire connaître sa décision, expire en effet le 13.

Les troubles intérieurs en Turquie

Constantinople, 12 novembre. — La situation intérieure de la Turquie est devenue extrêmement grave : un nouveau complot, ayant pour but de renverser le sultan, a été découvert. Le conflit qui existe entre les Jeunes-Turcs et le sultan est entré dans sa dernière phase. La situation est si tendue, qu'il est impossible de prévoir quand les troupes de l'Entente et les navires ancrées devant Constantinople pourront être retirés.

La liberté du commerce franco-hongrois

Budapest, 12 novembre. — Le général Grazioni, chef de la mission militaire française, a communiqué au gouvernement hongrois que le gouvernement français a rendu libre le commerce entre la France et la Hongrie.

La crise du charbon

LA SITUATION APPARAIT MOINS CRITIQUE

Paris, 12 novembre. — Le bureau national des charbons déclare que l'on peut envisager l'avenir avec moins d'inquiétude. Nous avons paré le coup résultant des grèves anglaises. Il arrive du charbon dans tous les ports, et si les wagons et les péniches ne font pas défaut, la situation sera bientôt rétablie. Les mesures sont prises pour que le déchargement des wagons et des péniches soit opéré avec la plus grande rapidité.

Dans les usines parisiennes d'énergie électrique, aucune interruption nouvelle de service ne serait plus à craindre si les arrivages continuaient à se faire sans à-coups.

ON REVIENT AUX RESTRICTIONS D'ÉCLAIRAGE A PARIS

Paris, 12 novembre. — Le gouvernement a décidé de supprimer tout éclairage inutile, et des réductions seront opérées dès aujourd'hui sur l'éclairage de la voie publique, ainsi que sur l'éclairage extérieur et intérieur des établissements et magasins où le public est admis.

Londres fait à M. Poincaré un accueil inoubliable

LE BANQUET AU GUILD-HALL

Londres, 11 novembre. — Pendant le trajet entre Buckingham-Palace et le Guild-Hall, le Président de la République et Mme Poincaré ont été l'objet d'acclamations enthousiastes. Plusieurs heures avant l'arrivée du cortège, une foule considérable s'était massée le long des voies que devait suivre le Président; la haie atteignait parfois une profondeur de quarante à cinquante rangs de spectateurs.

Le temps était plutôt froid et le ciel couvert. Mais au moment où la voiture présidentielle quittait le Palais, le soleil perça les nuages. Toutes les maisons, le long du parcours, étaient pavoisées; des guirlandes traversaient les avenues. L'accueil fait au Président de la République a été vraiment exceptionnel. Un tonnerre ininterrompu d'applaudissements s'élevait de la foule.

La réception au Guild-Hall a été très brillante; elle a été organisée avec tout le cérémonial traditionnel de la cité de Londres. L'élite de la société indonienne était représentée.

Parmi les invités, on remarquait le prince Albert, le prince Arthur de Connaught; MM. Pichon, Lloyd George, Bonar Law, Lord Curson, Chamberlain, Balfour, Lord Milner, Churchill, Eric et Auckland Geddes, et plusieurs autres membres du cabinet; Lord Beatty, le général Sir Henry Wilson et le général Rawlinson, M. Cambon et le personnel de l'ambassade de France au complet.

Le lord-maire est sorti, s'est avancé sur le péristyle pour saluer le président et la famille royale qu'il a conduits dans la bibliothèque, où l'assistance debout a écouté la « Marseillaise ». Le président donnait le bras à lady Mayoress, le lord-maire était à la droite de Mme Poincaré. Le président s'était placé à la droite du lord-maire, on lui a donné lecture d'une adresse de bienvenue, dans laquelle le lord-maire et la corporation de Londres expriment toute leur joie de la visite à Londres du président de la République depuis la conclusion victorieuse du conflit au cours duquel la France et l'Angleterre se sont trouvées unies.

L'assistance s'est rendue ensuite dans la grande salle de banquet du Guild-Hall décorée de fleurs et de verdure. Sur les murs avaient été placés de nombreux écussons où des drapeaux anglais et français s'entremêlaient. Jamais la cité n'avait vu une réunion d'hôtes aussi illustres assemblés dans cette salle. Pas moins de neuf membres de la famille royale avaient tenu à venir rendre hommage à leurs hôtes français.

Le président Poincaré était assis à la droite du lord-maire, ainsi que Mme Poincaré, la princesse Christiane, le prince Arthur de Connaught, la princesse Arthur de Connaught, M. Lloyd George, Mme Lloyd George, M. Pichon, la princesse Marie-Louise, le comte Derby, lord Milner, M. Fleuriot, M. Winston Churchil.

A la gauche du lord-maire avaient pris place la lady Mayoress, le prince Albert, la princesse Beatrix, M. Cambon, la princesse Hélène Victoria, le marquis de Carisbrook, l'archevêque de Canterburry, M. Balfour, M. Chamberlin, M. Bonar Law.

Au lunch, le lord-maire a porté un toast au Président de la République. Il a rappelé que, tout dernièrement, dans ce même hall, les échevins de la ville conférèrent le titre de citoyen de Londres et une épée d'honneur au maréchal Foch, et il termine ainsi :

« Nous avons le ferme espoir que, dans l'avenir, nos deux grands peuples vont continuer, dans les tâches de la paix qui nous attendent, tout comme celles que nous dîmes accomplir pendant la guerre, la même coopération amicale. »

En réponse à la bienvenue du lord-maire, M. Poincaré, en le remerciant du souvenir qui lui était offert par la municipalité, a ajouté : « Il y a maintenant entre nous quelque chose de plus fort et de plus profond qu'autrefois... Dans la paix, nous étions déjà des amis; dans la guerre nous sommes devenus des alliés, et en retrouvant ici des usages que je connais déjà et dont la permanence est une de vos fiertés, je découvre sans peine, sous l'ancienneté de symboles, un désir plus ardent que jamais de donner à la France un gage de fraternité. Soyez conv

LA VIE SPORTIVE

HIPPISME

Courses à Maisons-Laffitte

MARDI 11 NOVEMBRE

Voici les résultats détaillés des épreuves :

PRIX DE LA BRETECHE (à vendre aux enchères), 3,000 fr., 1,400 mètres. — 1er, *Sauterie* (Sharpe), à M. Martinez de Hoz; 2e, *Delusion* (E. Bouillon), à M. Martial Gauthier; 3e, Miss-Bloc (G. Bartholomew), à M. G. Bartholomew).

Non placés: Guingamp (Bellhouse), Sandown-Park (Howes), Sail (Lemoure), Fanny-III (M. Allemand), Somme (G. Stern).

Gagné d'une longueur et demie; le troisième à une demi-longueur.

PRIX DE CHAUMONT, 3,000 fr., 2,400 mètres. 1er, *Flaucourt* (Bellhouse), à M. Alexis Deteau; 2e, *Prince-Errant* (Garner), à M. A. Ekmayan; 3e, *Rouleuse* (Barbé), à M. M. Chambry.

Non placés: La-Billarderie (J. Jennings), Verseur (Sirvain), Klew (Ozard), Jacqueline-II (Paillassa).

Gagné de trois longueurs; le troisième à trois longueurs.

PRIX PRESTO (à réclamer), 10,000 fr., 2,200 mètres

1. Rodia (J. Jennings), à M. Ed. Haas.
2. Adelia (G. Stern), à M. Fred Adams.
3. Alzette (Ferré), à M. Herbert Ewin.

Non placés: Caviar (Mac Gee), Sibylline (Atkinson).

Gagné de trois longueurs et demie; le troisième à une demi-longueur.

PRIX SAXON, 5,000 fr., 2,000 mètres. — 1er, *Hors-Texte* (Lamoure), à M. A. Ekmayan; 2e, *Guido-Reni* (J. Jennings), à M. le comte Vigier; 3e, *Jour-de-Gloire* (C. Hobbs), à M. Marcel Boussac.

Non placés: Sylphe (Sharpe), Fiat-Lux-II (R. Brethès), Plantagenet (L. Bara), Javelle (Paillassa).

Gagné de deux longueurs; le troisième à cinq longueurs.

PRIX DU QUESNAY (handicap), 4,000 fr., 1,600 mètres. — 1er, *La-Bellone* (G. Bartholomew), à M. G. Lepetit; 2e, *Gaule* (Paillassa), à M. Jean Cerf; 3e, *Esnes* (Sharpe), à M. Jean Stern.

Non placés: Magnum-II (Garner), Gamaches (Bellhouse), As (J. Cooke), Rabanito (J. Jennings), Sunny (Mac Gee), La-Dame-Blanche (Marsh), Gable (R. Brethès), Alliance (Niaudet), La-Hallebarde (Lamoure), Sund-Or (M. Allemand), resté au poteau, Georgios (J. Malden), Pochade (Arruti), Chamade (R. Bara), L'Oranger (Fruhinsholz), Glycine-III (Langlement), arrêtée.

Gagné d'une longueur; le troisième à une demi-longueur.

PRIX CHERI, 3,000 fr., 1,700 mètres. — 1er, *Le-Casset* (R. Brethès), à M. de Rivaud; 2e, *Artaxerxès* (Fruhinsholz), au baron M. de Rothschild; 3e, *Calbassier* (Howes), à M. A. Raymond.

Non placés: Jenny-Blonde (Syndic), Le-Mérisier (G. Thomas), Mar (Lamoure), Merry-Mischief (Micklewaite), Labourieur (Bara), Prestance (Gauthier), La-Danse (Niaudet), Avenue-du-Bois (Ferré), Malatia (Paillassa).

Gagné de trois longueurs; le troisième à une longueur et demie.

CHEVAUX		Pesage 10 fr.	Pel. 5 fr.
Sauterie	G	53 »	27 »
—	P	14 50	8 »
Delusion	P	13 50	7 »
Miss-Bloc	P	23 »	11 »
Flaucourt	G	35 50	17 »
—	P	13 50	6 50
Prince-Errant	P	12 50	6 »
Rodia	G	26 50	14 »
—	P	17 »	8 50
Adelia	P	22 »	10 50
Ecurie Ekmayan	G	56 50	28 50
Hors-Texte	P	27 »	15 »
Guido-Reni	P	23 »	10 50
La-Bellone	G	43 »	18 »
—	P	20 50	9 50
Gaule	P	316 »	51 50
Esnes	P	31 50	21 50
Le-Casset	G	39 50	12 »
—	P	17 »	7 »
Artaxerxès	P	26 50	12 50
Calbassier	P	16 »	8 »

Petites nouvelles

Aujourd'hui à Maisons « Sauterie » été réclamée pour 14.000 francs, par M. Elie Lauzier.

FOOTBALL RUGBY

A PARIS

PERPIGNAN ET PARIS FONT MATCH NUL

Le match Perpignan contre Entente parisienne s'est disputé mardi entre deux averses, entre deux rafales de neige, en présence de 3,000 spectateurs. Il fut très intéressant à suivre, très animé, joué même trop durement, puisqu'il y eut cinq joueurs perpignanais touchés. Il se termina par un match nul : 3 essais partout (Jaurréguy), à 1 essai, Perpignan (Laguerre).

L'équipe de Perpignan se présenta au grand complet.

A Paris, l'équipe était la suivante: Arrière, Chilo; trois quarts, Jaurréguy, Crabos, Dussert, Pirou; demis, Chatelard, Rœderer; avants, Serre, Forestier, Feuchet, Gouin, Duvergier, Mourre, Eluère, Thierry.

Dès le début, Paris attaqua, et, sur une belle passe de Crabos, Jaurréguy marqua en franchissant l'arrière. Blessé à l'épaule dans sa chute, il fut remplacé par Bordes.

Durant toute la première mi-temps, Perpignan domine ensuite sans pouvoir marquer, le demi d'ouverture, Bailles, paralysant, par des coups de pied inopportuns, toutes les attaques.

A la mi-temps, Dutrey joue à l'ouverture et l'offensive part mieux. Sur une touche courte, Barrande passe à Argelès, qui fonce; après plusieurs passes recentrées, Laguerre marque un fort bel essai, très applaudi.

Perpignan attaque sans trêve mais sans pouvoir franchir la défense adverse. La fin est sifflée sur ce match nul.

Le team de Perpignan, plus ardent, plus en souffle, plus homogène, domina le plus souvent et mériterait la victoire. Mais les demis ne furent pas à la hauteur de la tâche, et les trois-quarts ne purent pas s'employer. Il est vrai qu'ils étaient très marqués.

Les deux arrières, Chilo et Cayrol, furent superbes.

A Perpignan, les meilleurs furent : Vidal, Dutrey, en lignes arrières; Argelès et Constant, en avants.

A Paris, mêlée mêlée, mal équilibrée, mais supériorité dans le jeu aux pieds. Les lignes arrières jouèrent surtout la défense après le départ de Jaurréguy. Les meilleurs furent : Duvergier, Serre, Thierry, en avants; Pirou, Rœderer, Crabos, en lignes arrières.

L'ENTRAINEMENT

S. A. BORDELAIS. — Jeudi, à 20 h. 30, dans la salle du Wonderland-Bordelais, 18, rue des Frères-Bonie, entraînement général en vue de la désignation des équipes pour les premiers matches de championnat. Présence absolument indispensable.

CYCLISME

Jean Alavoine gagne le Grand Prix de l'Armistice

Paris, 11 novembre. — Le Grand-Prix de l'Armistice s'est disputé dans des conditions particulièrement dures. Commencé sous la pluie, il s'est continué sous des rafales de neige dans les Vosges et s'est terminé dans le brouillard. Les coureurs qui ont terminé n'en ont montré que plus de courage, car ils eurent à lutter non seulement contre le froid, contre la neige, mais ils avaient à couvrir 500 kilomètres de routes dures, boueuses, défoncées et à traverser le « No Mans Land ».

C'est Jean Alavoine qui a triomphé à l'emballage, battant de trois quarts de longueur Barthélémy, avec lequel il avait faussé compagnie à ses adversaires.

Lucien Buysse a terminé troisième, une demi-heure plus tard.

Trente-quatre coureurs avaient pris le départ lundi, à quatre heures, de Strasbourg. A Saverne, le peloton était disloqué. A Metz, quatre hommes étaient ensemble. Les Italiens Cremo et Emo, Barthélémy, Alavoine; Lucien Buysse suivait à une minute. Dans les Vosges, les deux Italiens perdaient pied, et ils abandonnaient à Nancy, transis de froid.

Dès lors, Barthélémy menait le train devant Alavoine, et les deux coureurs terminaient ensemble à Choisy-le-Roi. Les deux premiers de la course vinrent faire un tour d'honneur au Parc des Princes, où ils arrivèrent à cinq heures, à l'issue du match Perpignan-Paris; ils furent portés en triomphe. Ils remirent au délégué du ministre de l'Intérieur le pli que M. Millerand leur avait confié à Strasbourg.

La course fut très animée. Elle constitue un gros succès pour « Sporting », cela malgré le temps.

IL Y A UN AN

13 NOVEMBRE 1918

Les Allemands évacuent les territoires envahis.

Un gouvernement provisoire est constitué en Allemagne sous la présidence d'Ebert. L'abdication des princes de Reuss et de Lippe-Detmold.

Le gouvernement hollandais interne l'ex-empereur Guillaume.

Ultimatum de la Roumanie à la Hongrie, exigeant l'évacuation de la Transylvanie.

Le roi d'Espagne félicite M. Poincaré de « la fin de la glorieuse épopée de l'armée et de la nation françaises ».

BORDEAUX

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE LA GIRONDE

NOS CANDIDATS

M. Eymond

Important propriétaire-viticulteur dans le canton de Fronsac, M. Eymond est un vrai Girondin.

Conseiller d'Etat honoraire, jurisconsulte instruit et sagace, M. Eymond était admirablement préparé par ses études et par son expérience professionnelle à la fonction de législateur.

Nul n'ignore la part souvent prépondérante qu'il a prise aux travaux du Conseil général de la Gironde, dont il fait partie depuis vingt-huit ans et dont il est vice-président. Dans la

dernière session, notamment, son rapport sur le budget départemental fut l'objet d'une décision des plus flatteuses, en vertu de laquelle ce travail fut envoyé à tous les maires du département.

Député depuis 1912, en remplacement de M. Chastenet, élu sénateur, réélu en 1914 avec 2,350 voix de majorité, M. Eymond est intervenu naguère avec succès dans la discussion sur les « garanties d'origine », rendant à nos populations viticoles un réel service qu'elles ne peuvent méconnaître.

Dans sa seconde période de législature, il prit une part plus active encore aux travaux de la Chambre : nommé rapporteur du projet de loi sur les victimes civiles de la guerre, son travail, très étudié, très juridique, fut remarqué surtout dans la partie où, le premier, il démontrait que les Allemands auteurs des crimes commis contre les personnes, en violation du droit des gens, pouvaient être poursuivis devant les juridictions pénales françaises. Ce point de vue a été admis dans l'établissement du traité de paix.

M. Eymond a été, en outre, le président de la commission des pensions militaires. Enfin, en raison de ses travaux antérieurs, M. Eymond a été appelé à faire partie de la commission du traité de paix.

M. Pierre Dignac

M. Pierre Dignac est né à Gujan-Mestras, canton de La Teste-de-Buch, le 13 janvier 1876. Il avait à peine vingt-cinq ans lorsque ses concitoyens lui confièrent l'administration de l'importante commune de La Teste, dont il est maire depuis dix-huit ans.

Ex-conseiller général en 1904, ses qualités personnelles d'administrateur et de travailleur sérieux et consciencieux lui attirèrent bien vite toutes les sympathies de ses collègues, et c'est à la presque unanimité des suffrages qu'en 1908 il fut élu à la com-

mission départementale et désigné, peu après, comme membre du bureau de cette commission.

Il est à s'occuper d'un grand nombre d'affaires concernant les intérêts de toute nature du département, et son activité, son intelligence lui firent prendre une des premières places à l'Assemblée départementale de la Gironde. C'est à juste titre que le maire de La Teste jouit dans son pays d'une rare popularité : adoré de sa population qui lui est toujours restée fidèle, il s'est constamment fait le défenseur désintéressé des pauvres et des malheureux qui n'ont jamais frappé en vain à sa porte.

Soldat de la grande guerre, parti le 2 août 1914 comme lieutenant, Pierre Dignac a gagné ses galons de capitaine sur le champ de bataille et conquis par sa bravoure et sa belle conduite la croix de chevalier de la Légion d'honneur et la croix de guerre avec palmes le 26 mai 1916, à la dure bataille de Verdun, où il fut grièvement blessé.

Au cours de la campagne électorale actuelle que le succès couronnera, M. Pierre Dignac s'est attiré l'estime et la sympathie de tous ceux qu'en entraînés sa vigoureuse éloquence; ses adversaires eux-mêmes rendent hommage à son talent et à la correction parfaite de son attitude.

LES RÉUNIONS

A MIOS ET A LA TESTE

C'est devant plus de 2,000 électeurs, à Mios et à La Teste, que les candidats de l'Union républicaine clemenciste ont exposé les grandes idées d'union et de concorde nationale qui sont à la base de leur programme.

M. Peynaud, président du Conseil d'arrondissement, maire de Mios, préside la première réunion; M. le docteur Sémiac, adjoint au maire de La Teste, préside la seconde, assisté de MM. Duffour, conseiller d'arrondissement, et Garnung, maire du Teich.

M. Calmès, ancien sous-préfet, qui a laissé dans notre département de si excellents souvenirs, comme homme et comme administrateur, qui, lors des grèves de vignerons, qu'il eut à résoudre à Béziers, fut le premier en France à établir des contrats collectifs du travail, devançant en cela, bien qu'il n'appartînt point au parti socialiste, les plus avancés de ses théoriciens, expose les raisons de son adhésion au programme de la liste d'Union républicaine clemenciste. Cette union, on ne saurait trop le répéter, est plus que jamais nécessaire en face des dangers qui menacent l'avenir du pays.

Le traité de paix nous apporte des éléments de richesse et de prospérité. Mais il faut, pour les mettre en valeur, s'atteler courageusement à la besogne et museler les fauteurs de troubles, dont l'inconscience ou les appétits risquent de jeter le pays dans le doute et la confusion.

Ces saines idées, qui sont unanimement approuvées des électeurs, trouvent en M. Ballande un défenseur ardent. En se plaçant plus spécialement au point de vue de la marine marchande, dont dépend en grande partie la vie économique du pays, l'honorable député sortant examine ce que nous apporte le traité de paix et y trouve de fortes raisons d'escompter un prompt relèvement de notre flotte commerciale, pourvu que, loyalement, chacun s'emploie à tirer parti des clauses qui conditionnent la répartition du tonnage.

M. Mandel examine d'ailleurs en détail, après M. Ballande, les articles de ce traité, à l'élaboration duquel manquèrent, il est vrai, les compétences réunies de MM. Constant, Chaumet, de La Trémoille et Cazaux-Vieilh. C'est sans doute aussi un grand malheur que M. Jean Longuet n'y ait point apporté sa collaboration... Mais M. Clemenceau a cette détestable habitude de ne confier une mission qu'aux hommes en qui il a confiance...

La vérité c'est que le traité de paix, s'il ne nous donne pas immédiatement tout ce qu'on est légitimement en droit d'en attendre, nous ouvre les plus vastes horizons de prospérité. Et n'est-ce donc rien que de nous avoir donné l'Alsace-Lorraine, le bassin de la Sarre, — dont les habitants affirment déjà leur ferme désir de demeurer Français, — la réparation intégrale des dommages, le paiement total des pensions dues aux victimes de la guerre? D'avoir abattu la puissance allemande et replacé la France à son rang dans le monde?

Et que signifie cette politique qui consiste, après avoir unanimement voté la motion de reconnaissance nationale à M. Clemenceau, à déclarer ensuite qu'il n'a ni représenté ni gouverné la France? et à se réclamer finalement de son programme? Comment interpréter cet opportunisme tortueux, cette succession de cabrioles, aux yeux des électeurs, sinon comme une complète amoralité politique ou bien une irrémédiable désorientation?

Il faudrait pourtant s'entendre. M. Pierre Dupuy l'indique : c'est surtout la politique extérieure qui le sépare de M. Chaumet et de ses amis. Celle de M. Clemenceau est, à cet égard, aussi claire que possible. Il faut choisir entre la politique de renonciation, qui se synthétise en un mot : Agadir, et celle de la victoire française, qui aboutit à Versailles. M. Clemenceau n'est pas de ceux qui ont abandonné le Congo à l'Allemagne.

Et d'ailleurs, il y a aujourd'hui un autre ennemi que le Prussien, M. Chaumet n'a pas l'air de s'en douter : c'est le bolchevisme. Il faut que le corps électoral prenne ses responsabilités; à lui de dire, le 16 novembre, si la France suivra la voie sanglante que lui trace la Russie, ou si elle se ressaisira au bord de ce cet abîme. Tout le problème est là, redoutable et angoissant.

Et voilà pourquoi M. Dignac, à la suite de ses co-listiers, lance aux électeurs un émouvant appel à l'union de tous les Français, sans distinction de classes ou de confessions. Le sympathique maire de La Teste est trop connu dans la Gironde pour qu'il soit besoin d'insister sur les garanties qu'il offre à ses concitoyens en ce qui concerne la netteté de ses convictions politiques et la loyauté de ses intentions. Oublions nos luttes, nos étroites querelles et ne pensons qu'à une chose : sauvegarder l'avenir et la grandeur de la France.

Mios et La Teste ont été unanimes, répétons-le, à saluer d'acclamations les paroles des membres de la liste d'union républicaine. Pas une voix ne s'est élevée dans l'assistance, à l'exception d'un seul et unique contradicteur socialiste, — qui n'a d'ailleurs pas été écouté, — pour marquer la défiance à l'égard des candidats, qui, nous ne craignons pas de l'affirmer, trouveront dans ce beau coin de Gironde l'unanimité des citoyens rangés sous le drapeau clemenciste.

R. D.

A CADILLAC

La réunion qui a eu lieu mardi après-midi à Cadillac dans la salle de la mairie a été l'occasion d'un beau succès pour les candidats de la liste d'Union républicaine clemenciste.

La réunion est présidée par M. Cousseau, adjoint au maire; MM. Bailly, conseiller municipal, et Lalanne.

M. J. Capus ouvre la séance. Il déclare que dans ce milieu où il a particulièrement travaillé depuis vingt-trois ans et où il compte tant d'amis, il ne prononcera pas de discours. Il a été touché de la quasi-unanimité qui s'est faite sur son nom dès que sa candidature a été mise en avant dans cette circonscription, quand on pensait au scrutin d'arrondissement. Il rappelle en termes émus sa collaboration avec Cazeaux-Cazalet, dont il fait un magnifique éloge et qui n'aura pas vu le succès de son œuvre. Puis, M. Capus rappelle la lutte qu'il a dû entreprendre, avec Cazeaux-Cazalet, contre les méthodes surannées de l'administration touchant le traitement des maladies. Celle-ci a fini par comprendre quand l'œuvre de M. Capus a été consacrée par les viticulteurs de Cadillac, les grandes régions viticoles de France et de l'étranger. Elevant le sujet, il montre les conséquences qu'auraient de telles erreurs avec l'administration omnipotente du régime collectiviste.

Dont acte

A propos d'une phrase parue dans notre compte rendu de la réunion de Libourne, M. Drouille-Lobéra nous écrit une longue lettre dont un court passage a seul trait à cette phrase. Le voici :

« J'ai dit que je m'étais toujours soumis à toutes les exigences de toutes les lois durant toute la guerre et que j'avais été incorporé comme soldat auxiliaire en 1915 avec les hommes de ma classe... »

Dont acte.

Les réunions prochaines

Mercredi, 12 novembre. — A Cérons, à 20 h. 30, MM. Capus et Dignac prendront la parole.

Jeudi 13. — A Branne, à 15 heures, MM. Dignac, Capus, colonel Picot et Calmès prendront la parole.

Jeudi 13 courant : Margaux, à 15 heures; Bègles, à 20 h. 30, établissement Grange, 177, rue Victor-Hugo.

La IVe République

CONFERENCE A L'ATHENEE

Lundi soir, à huit heures trente, dans l'amphithéâtre de l'Athénée, la conférence de M. Hérault, organisée par la IVe République, avait rassemblé environ deux mille auditeurs. Cette réunion qui, malgré la présence sur l'estrade de MM. Lorin, président; Frouin, Capus, le colonel Picot, membres du bureau, n'avait aucun caractère électoral, prit, par la faute des auditeurs socialistes constitués en un équipe moins nombreuse qu'organisée, la tournure d'une discussion violente et déréglée entre partisans de doctrines adverses.

M. Frouin prend le premier la parole. Se réclamant d'un programme d'union sur le terrain le plus large, produit de l'observation rationnelle des faits et d'aspirations simplement pratiques, il proclame, après M. Herriot, que le temps est venu de fonder la quatrième république et de substituer à une politique de clubs et de brasseries une politique de création et de production. Ces fortes paroles, très applaudies par la plus grande partie de l'auditoire, ne trouvent pas grâce auprès d'une minorité de perturbateurs, qui y trouvent matière à mille interruptions.

M. Hérault, à qui la parole est ensuite donnée, constate non sans à-propos que tout n'est pas pour le mieux dans la méilleure des républiques. Il réclame l'union dans les cœurs et surtout dans les intelligences. Faisant appel au bon sens des auditeurs, il leur montre que l'ouvrier a davantage à souffrir de la diminution de la production que les capitalistes eux-mêmes. Il dénonce les prétentions de ceux qui n'ont rien à la maintnise sur le peu de ceux qui possèdent. « Vous n'avez pas le droit, dit-il en s'adressant à la partie socialiste de la nation, de diriger l'autre, puisque vous contestez à cette autre le droit de vous diriger. » Cette vigoureuse apostrophe soulève les bravos de la presque totalité de l'assistance.

M. Hérault, qui déploie de merveilleuses qualités d'orateur, expose avec beaucoup de conscience et un extraordinaire courage vocal, le programme de la IVe République. Il relève la nécessité de décentraliser, d'organiser scientifiquement la production. Son appel à la persévérance, à la science et à la sagesse des Français ne semble malheureusement pas satisfaire certains auditeurs résolus à ne pas l'écouter et à empêcher les autres de l'entendre.

La parole est alors donnée à deux orateurs socialistes qui reprochent au conférencier, dont leurs amis se sont évertués une heure durant à couvrir la voix, de n'avoir point exposé son programme dans son entier.

Le président, dont on a constaté, pendant la réunion, l'attitude aussi énergique qu'impartiale, lève alors la séance, et longtemps après le départ du bureau, les auditeurs continuent à s'interpeller bruyamment et à échanger des propos dépourvus de toute aménité.

AUTOUR DU SCRUTIN

En 1914, le département de la Gironde comptait 240,625 électeurs. Actuellement, après les révisions des listes électorales de mai et d'octobre 1919, malgré les pertes considérables et douloureuses dues à la guerre, le nombre des inscrits est à peu près le même et s'élève, en chiffres ronds, à 238,000.

Pour la ville de Bordeaux, qui, à elle seule, possède plus du quart des électeurs de tout le département, la situation est identique : 62,413 électeurs en 1914, 61,830 au 31 octobre dernier, sauf modifications par décisions des juges de paix.

Si l'on songe que Bordeaux a eu 8,000 de ses enfants tombés au champ d'honneur, que d'autres inscrits, au nombre d'environ 13,000 sont décédés ou sont partis pour diverses destinations, on constate que la division des listes électorales de l'hôtel de ville a dû inscrire en 1919 plus de 22,000 électeurs nouveaux. Le tiers du corps électoral n'a donc pas encore voté dans cette ville. Il en est, paraît-il, de même dans le reste du département.

On croit communément que le « dépouillement » du scrutin donnera lieu à un interminable labeur. Nous ne le pensons pas.

A Bordeaux, par exemple, lors des dernières élections municipales de mai 1912, on a eu à dépouiller un scrutin comportant quatre listes, dont la plus grande partie avait été modifiée par les électeurs. Or, ces listes avaient chacune 36 candidats, soit un total de 144 noms à émarger. Le travail fut un des plus longs qu'on ait jamais constatés. Il se termina vers quatre heures du matin. Dans la plupart des communes, il y avait également plusieurs listes concurrentes.

Le 16 novembre courant, les électeurs bordelais — et ceux du département — n'auront à porter leurs voix que sur 36 candidats, chiffre encore fort respectable (trois listes de 12 noms, une de 4 et une de 6). Pour Bordeaux, les scrutateurs auront une besogne bien moindre qu'en 1912. Elle sera, pense-t-on, achevée vers minuit. Pour les autres communes de la Gironde, elle sera à peine plus compliquée que celle des dernières élections municipales.

Quoi qu'il en soit, si l'on peut compter avoir lundi matin quelques résultats partiels, on ne saurait espérer pouvoir publier avant l'après-midi de ce jour des chiffres approximatifs sur les suffrages attribués à chaque candidat.

Ces chiffres, envoyés immédiatement après la clôture des procès-verbaux, n'auront qu'une valeur de renseignement. Ils ne constitueront, il convient de bien le préciser, aucun résultat définitif. Ils devront, en effet, être complétés par les calculs du « quotient » et de la « moyenne » auxquels, sur le vu des procès-verbaux de chaque commune, procédera la commission de recensement. Celle-ci, ainsi que, conformément aux lois réglant la question, l'arrêté du préfet le prescrit, se réunira à la préfecture le mercredi 19 novembre.

Cette commission, dans une séance qui sera publique, aura à vérifier un par un les procès-verbaux des 554 communes du département; à examiner les bulletins déclarés nuls ou considérés comme douteux; à en faire l'attribution ou à les défalquer des suffrages inscrits en principe par les bureaux électoraux, etc., etc.

Ce ne sera donc, au plus tôt, que mercredi soir — si la complexité du travail n'oblige pas la commission à tenir une seconde séance jeudi — que les résultats réels pourront être officiellement proclamés.

G. B.

Vote des réfugiés

MM. les Réfugiés des régions libérées : Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Ardennes, Marne, Somme, Oise, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, non inscrits sur les listes électorales de leur résidence actuelle sont priés de se présenter à la mairie de cette résidence pour recevoir la double enveloppe destinée à recevoir leur vote, qui, remis au bureau électoral le 16 novembre, sera transmis à la commission de recensement du département de leur domicile électoral conformément à la loi du 18 octobre 1919.

La fin du conflit

des employés de commerce

L'ACCORD

Le comité de grève nous communique l'ordre du jour suivant adopté par les grévistes :

« Les grévistes employés de la nouveauté, réunis à l'Athénée le 11 novembre, approuvent la reprise du travail pour le 12 novembre et acceptent le contrat signé par leurs délégués.

» Ils s'engagent à s'unir plus que jamais dans l'Union des commis et comptables, l'Union des Syndicats ouvriers de la Gironde et la C. G. T.

» Ils remercient les travailleurs qui leur ont apporté de tous côtés appuis moraux et matériels. »

Les grands magasins **AUX DAMES DE FRANCE** ont l'honneur d'aviser leur clientèle que leurs magasins seront ouverts **vendredi 14 novembre 1919.**

Le pick-pocket des trams

IL EST ENFIN CAPTURE

Les Bordelais et les régionaux venus dans notre ville pourront, espérons-le, désormais voyager sur nos tramways sans crainte d'être dévalisés. Le fameux pick-pocket — insaisissable pendant des mois et des mois — a été arrêté mardi. C'est un garçon coiffeur, Jean-Baptiste Baille, dit « Janot », âgé de vingt et un ans, demeurant rue Lafaurie-de-Monbadon.

Nous jugeons inutile de rapporter tous les détails qui ont amené la capture de « Janot ». Il faut pourtant qu'on sache ceci :

Baille, à différentes reprises, avait été vu stationnant longuement à l'arrêt des trams, place Gambetta. Quand il s'agissait de pousser pour monter sur la plate-forme d'un des véhicules, il n'était pas le dernier à faire jouer ses muscles, et en même temps il débarrassait les gens de leurs portefeuilles. Le 4 octobre dernier, il avait eu une altercation avec M. Pinel qui, sentant qu'on le fouillait, avait saisi la main du filou. Celui-ci avait réussi à s'échapper, mais il avait laissé tomber dans sa course, un portefeuille vide qui fut reconnu par la suite pour avoir été volé à M. Turbet, négociant à Caudéran.

D'autre part, M. Pinel avait remarqué que le pick-pocket avait deux cicatrices à la main droite. Or, Baille a, en effet, deux cicatrices à la dite main.

Etant à la prison municipale, « Janot » a fait passer à un détenu un billet destiné à sa maîtresse et qui a été saisi. Dans ce billet, le pick-pocket dit naturellement qu'il est étranger aux faits qu'on lui reproche, mais qu'il s'attend néanmoins à être condamné à cinq ans de prison.

Il faut dire qu'il est inculpé non seulement de vols à la tire, mais de vagabondage spécial.

Que sont-elles devenues?

Lundi, Mme Daunis, demeurant à Gontaud (Lot-et-Garonne), allait prendre les billets au guichet de la gare Saint-Jean pour rentrer chez elle par le train de 1 h. 40. Pendant ce temps, sa mère, âgée de soixante-deux ans, qui ne jouit pas toujours de la plénitude de ses facultés mentales et qui devait l'attendre sur le trottoir intérieur avec sa fillette de quatre ans, a disparu avec l'enfant, sans qu'il ait été possible de savoir la direction qu'elles ont prises.

L'aïeule portait une bonbonne vide et était vêtue de noir avec jacquette et coiffée d'un foulard. L'enfant était vêtue d'un manteau noir, d'une robe verte et coiffée d'un chapeau noir.

Prière d'aviser la permanence en cas de découverte.

Tentative de suicide

Mme Marie-Louise B..., âgée de quarante ans, originaire d'Antignac (Charente-Inférieure), domestique rue Solférino, a tenté de mettre fin à ses jours, mardi après-midi, en se tirant un coup de revolver à la tempe droite. Blessée grièvement, la domestique a été transportée à l'hôpital Saint-André. On ignore les motifs exacts de cet acte de désespoir.

Le feu rue Eugène-Ténot

Mercredi matin, vers sept heures et demie, un commencement d'incendie s'est déclaré dans la maison 32, rue Eugène-Ténot. Le feu, qui a détruit un plancher en partie, a été rapidement éteint par les pompiers accourus au premier appel.

Exploit de rôdeurs

Vers dix heures, mardi soir, le meunier Pascal Labeyrie, demeurant rue Dupaty, 34, passait rue de Tauzia, lorsqu'il fut assailli par deux individus qui, l'ayant renversé sur la chaussée, lui enlevèrent son portefeuille contenant une somme de 720 francs et un mandat-poste de 15 francs.

Le meunier fut, en outre, débarrassé de son livret militaire. Peut-être les rôdeurs pensaient-ils trouver d'autres billets bleus dans ce livret.

Voleurs surpris

Ils se sauvent en tirant des coups de revolver

MM. Piot et Pageot, préposés de douanes, passant rue Achard, vers onze heures du soir, avaient leur attention attirée par quatre individus portant chacun un ou plusieurs colis sur son épaule. Se doutant qu'ils étaient en présence d'écumeurs, les préposés les interpellèrent et s'avancèrent courageusement pour leur barrer la route.

Les quatre individus, pour toute réponse, abandonnèrent leurs colis sur le trottoir et firent demi-tour en vitesse; mais avant de s'éloigner complètement, les rôdeurs tirèrent plusieurs coups de revolver sur MM. Piot et Pageot, qui, par bonheur, ne furent pas atteints.

Les colis contenaient des lampes en nickel d'une marque américaine ainsi que plusieurs paires de draps de lit. D'où proviennent ces articles?

Le commissaire de police du quatorzième arrondissement a ouvert une enquête.

NE PORTEZ PLUS VOTRE BANDAGE. — Si vous êtes atteint de cette décourageante infirmité nommée hernie, ne manquez pas d'aller vous faire examiner gratuitement, ou d'envoyer votre adresse à la succursale de l'**INSTITUT ORTHOPEDIQUE** de Paris, 23, rue du Mirail, près la Grosse-Cloche, à Bordeaux. Vous recevrez gratis et franco, discrètement emballée, sans marques extérieures, la nouvelle méthode du Docteur LIVET-GARIGUE, l'éminent spécialiste herniaire de la Faculté de médecine de Paris. Avec cette précieuse méthode, vous n'aurez plus besoin de porter de bandages gênants ou de courir les risques d'une opération. Vous avez intérêt à écrire tout de suite, puisque cela ne vous coûte rien et ne vous engage à rien.

TOUS SYSTEMES DE DENTIERS

Fabrication et adaptation parfaites. — Réparations immédiates. 14 bis, pl. des Gds-Hommes. Prix modérés

PROCHAINEMENT

Ouverture de la TAVERNE EXCELSIOR

55, cours d'Alsace-Lorraine

94-A. — Les propriétaires qui ont eu des véhicules réquisitionnés, les médecins et les vétérinaires, ont un droit de priorité dans les ventes d'automobiles américaines. Demander le nouveau cahier des charges, 70, av. de la Bourdonnais, **PARIS**, Tél. : **SAXE 76-57.**

Au Palais

A L'INSTRUCTION

Un mort qui se porte bien

M. VASSEUR, ASSASSINÉ DEUX FOIS, VIT TRANQUILLEMENT AUX ENVIRONS DE LILLE

Il y a quelques mois arrivait d'Amérique à Bordeaux un Français, M. Vasseur, qui rapportait un assez joli magot. Il se logea dans le quartier de Bacalan et chercha à acheter dans notre ville un petit commerce, un débit de préférence.

Brusquement, un soir du mois de juin, il disparut. Il était sorti, après dîner, de la maison où il prenait pension et, tête nue, chaussé de feutres, il avait accompagné quelques amis qui allaient prendre un tramway.

Comme bien des gens dans le quartier savaient que M. Vasseur portait toujours sur lui une assez forte somme, on pensa, lorsque sa disparition eut été constatée, qu'il avait dû être assailli au moment où il revenait chez lui, puis dévalisé et enfin jeté dans la Garonne. Une information fut ouverte pour assassinat.

A la fin du mois dernier, le parquet de Riom télégraphiait au nôtre qu'un individu avait été trouvé assassiné non loin de cette ville, et que le cadavre était identifié, reconnu comme étant celui de M. Vasseur, le disparu de Bacalan. Il demandait l'envoi à Riom du dossier de l'instruction suivie à Bordeaux.

Il semblait que, cette fois, une deuxième information étant ouverte à son sujet pour assassinat, M. Vasseur dut être véritablement mort assassiné. Or, mardi matin, M. le juge Lanoire, qui avait ouvert la première instruction à Bordeaux, a reçu une lettre de M. Vasseur, lettre qui paraît émaner véritablement de ce dernier, d'abord en raison de détails particuliers qu'elle donne, ensuite à cause de la ressemblance complète de son écriture avec l'écriture de plusieurs lettres de M. Vasseur qui furent saisies dans sa chambre, à Bordeaux, après sa disparition.

Dans la lettre qu'il adresse à M. Lanoire, M. Vasseur déclare qu'il est établi depuis plusieurs mois aux environs de Lille ; s'il a fui de Bordeaux sans prévenir personne, c'est, explique-t-il, pour mettre un terme à des sollicitations dont il était obsédé de la part de personnes qu'il nomme. Il dit encore qu'il ne lui en a pas coûté beaucoup d'abandonner à Bordeaux un petit bagage avec son contenu, puisqu'il avait sur lui 40,000 francs grâce auxquels il a pu acheter dans le département du Nord un commerce maintenant prospère. N'ayant pu lire depuis son départ de Bordeaux aucun journal de notre ville, M. Vasseur avait ignoré le bruit fait autour de sa disparition : ce n'est que ces jours derniers, en découvrant dans un journal de Lille une dépêche d'agence annonçant qu'un M. Vasseur rentré d'Amérique l'a ramené de Bordeaux, avait été trouvé assassiné près de Riom qu'il connut la confusion commise à son sujet. M. Vasseur exprime le désir d'être laissé en paix après avoir été assassiné deux fois ce qui, conclut-il, est assez et même trop pour un homme seul.

Il reste à M. le juge Lanoire le devoir d'établir que cette lettre émane bien de M. Vasseur, qui logea l'été dernier dans notre quartier de Bacalan : c'est pourquoi ce magistrat a écrit, en premier lieu, au parquet de Riom, à qui il demande sur quelles constatations il a pu donner à l'assassiné de Riom l'état civil de M. Vasseur; en second lieu au parquet de Lille pour le prier d'entendre, par commission rogatoire, M. Vasseur, si vraiment ce dernier, bien vivant, habite la petite commune du département du Nord désignée dans la lettre.

Avant la fin de la semaine nous saurons sans doute à quoi nous en tenir sur cette étrange histoire.

Le drame de la rue Camille-Godard

Le cavalier du 15e dragons, François L..., qui, samedi, à la suite d'une scène de jalousie, tua à coups de couteau son amie Marie Archambeaud, rue Camille-Godard, a été mis à l'instruction au cabinet de M. le juge Giraud. Il se pourrait que l'affaire fût déférée à la juridiction militaire.

PLUS DE CHEVEUX GRIS, PLUS DE TRACAS POUR LES NUANCES. Avec LE COLORAT, teinture inoffensive à base de henné, on obtient toutes les couleurs. Se vend et s'applique par des spécialistes chez le seul dépositaire : HENRY, 46, cours du Chapeau-Rouge, Téléphone 10.71, Bordeaux.

SAVON du CONGO Blanchisseur du Teint VICTOR VAISSIER